

# Une reprise paradoxale

par [Gabriel Colletis](#) | 01/12/2017

Il y a tout lieu de se féliciter que l'économie française donne des signes encourageants de reprise, à l'unisson des autres pays de la zone euro. Une telle reprise, comme on le sait, est la condition principale et *sine qua non* d'une baisse ultérieure du chômage et d'un rééquilibrage progressif des finances publiques. On peut craindre cependant que les effets positifs de la reprise apparaissent vite bien moins forts qu'espérés. Cette reprise a toutes les chances, en effet, d'apparaître paradoxale car elle va creuser inévitablement le trou aujourd'hui béant de notre commerce extérieur. Bien davantage encore qu'au début des années 1980, la France est aujourd'hui un pays excessivement dépendant de ses importations industrielles.

Ce constat est formulé en des termes différents par plusieurs instituts. Pour l'économiste Emmanuel Jessua, membre du groupe de réflexion proche du patronat Coe-Rexecode, les entreprises se disant confrontées à des difficultés d'offre, autrement dit aux limites de leur capacité de production, sont bien plus nombreuses que celles estimant faire face à des problèmes de demande et « *on ne peut pas exclure que la base (industrielle) soit si atrophiee qu'il ne soit plus possible d'inverser la tendance* » (*Le Monde*, 23 novembre 2017, Avec l'embellie économique, l'industrie française donne des signes de surchauffe). Selon Natixis, le problème de commerce extérieur de la France est surtout un problème de mauvaise adaptation de l'appareil productif à la demande, interne et externe. Et Natixis de préciser « Dans la période récente une hausse de 100€ de la demande totale en France conduit à une hausse de 63€ des importations et de 37€ seulement du PIB. On voit donc la faible capacité de l'appareil productif en France à répondre à une hausse de la demande » (*Natixis, Flash Economie*, 14 septembre 2017, n°1065, Dégradation du commerce extérieur de la France : quelle est son origine profonde ?).

On mesure aujourd'hui pleinement les ravages qu'a produit la désindustrialisation et il faut tout l'optimisme de Louis Gallois pour estimer que des progrès ont été accomplis dans la dernière période (Poursuivre l'effort pour retrouver une industrie compétitive, *La lettre de la Fabrique de l'Industrie*, le 18 mai 2017).

Dans cette brève tribune, nous ne prétendons pas cerner les raisons multiples et convergentes de la désindustrialisation. En longue période, l'Insee relève que les effets de la concurrence internationale sur la destruction des emplois industriels se sont remarquablement intensifiés (Le recul de l'emploi industriel en France entre 1980 et 2007 Ampleur et principaux déterminants: un état des lieux Lilas Demmou, *Économie et Statistique* n° 438-440, 2010). Le même Institut observe que la part de l'industrie manufacturière de 1995 à 2015 recule partout en Europe, sauf en Allemagne, et que les importations augmentent tendanciellement plus vite que les productions domestiques (*Insee Flash Première*, n°1637, mars 2017).

Si pour expliquer la désindustrialisation, la Banque de France continue de s'en tenir à la théorie des avantages comparatifs suggérant ou constatant que chaque économie est plus ou moins spécialisée dans l'industrie selon ses « [avantages comparatifs](#) », [Franck Dedieu relève pertinemment](#) qu'au cours des dix dernières années, les champions nationaux français ont massivement cherché leur croissance et leur rentabilité à l'étranger, et déplacé leur centre de gravité industriel en conséquence .

Si l'on associe à ce constat celui de groupes français (et parfois d'établissements de taille intermédiaire) passés sous contrôle étranger ces dernières années, on tient là de solides explications au processus de désindustrialisation. Ces explications méritent, bien sûr, d'être complétées par un bilan critique de la politique industrielle et par une analyse tout aussi critique du regard porté sur la compétitivité. Une telle analyse pourrait bien mettre en évidence une attention pertinente mais aussi excessive accordée à la question des coûts du travail alors que le travail doit aujourd'hui être

considéré comme un apport de compétences et une source d'innovation, non d'abord comme un facteur de coût. C'est une nouvelle manière de voir et de compter qui devrait s'imposer afin que le travail devienne enfin une source de valeur et de développement.

Avec tous les membres de l'Association pour l'Industrie, nous souhaitons développer ces analyses et engager les débats, à la fois pour comprendre les tenants du processus dramatique de désindustrialisation mais aussi pour élaborer des solutions. L'ambition, la raison d'être de l'Association du Manifeste pour l'Industrie sera d'être un acteur collectif incontournable indépendant sur les questions industrielles et une force de proposition dans l'élaboration d'un nouveau modèle de développement.